

**Analyse de la semaine électorale du 14 au 20 janvier 2008**  
**Catherine Croisier**  
**Centre d'Etudes Transatlantiques**



**De l'Iowa au Super Tuesday : le dessous des cartes électorales (15 janvier 2008)**

Tout a commencé il y a trois ans, lorsque Howard Dean, candidat malheureux des primaires démocrates, devenu président du *Democratic National Committee* (le parti démocrate au plan national), a accepté de réviser le calendrier des caucus et primaires pour la campagne présidentielle 2008. Consentant à prendre en considération les revendications des Etats situés à mi-course ou en fin de scrutin qui s'estimaient lésés par le manque de visibilité et de portée de leurs primaires, le DNC s'est engagé à revoir avec chaque Etat qui en faisait la demande, la disposition du nouvel agenda électoral.

Aux Etats-Unis, on a souvent coutume de dire que la politique se joue davantage au niveau local que national<sup>1</sup>. Dans un pays qui s'étend sur plus de 9,4 millions de kilomètres carrés et a dépassé en 2006 les trois cent millions d'habitants, Washington D.C. apparaît parfois comme une lointaine fraction de l'Amérique où la bureaucratie fédérale qui s'y presse en ruche désordonnée, semble rarement en phase avec les préoccupations particulières d'Etats dont la diversité culturelle, économique et sociale traduit une myriade d'intérêts différents. Les partis politiques américains, qu'ils soient démocrates ou républicains, agissent donc sur le plan local, une décentralisation qui assure une plus grande pertinence des échanges entre les élus et leurs circonscriptions, offre une plate-forme autonome et spécifique pour chaque Etat, l'ensemble coalisé au niveau national par le *Committee* (DNC, RNC...), sorte de moyeu permettant d'articuler et de coordonner les différents points de vue et de dégager un programme global pour le parti.

Le fédéralisme américain qui garantit aux Etats une certaine autonomie à l'égard de Washington s'applique donc également en politique puisqu'il est du ressort des Etats d'organiser et de financer les élections nationales et les primaires, et qu'il revient aux partis de conduire eux-mêmes leurs caucus. Là encore, les disparités entre les Etats sont légion, à commencer par la nomination des candidats à un parti. Dans certains Etats, les électeurs pourront choisir le jour même du scrutin s'ils participent à la primaire démocrate ou républicaine quand ailleurs ils doivent s'enregistrer à l'avance ; dans d'autres, les électeurs indépendants n'auront pas la possibilité de voter puisque n'étant affiliés à aucun parti, ce qui est le cas par exemple de la Floride. Certains Etats peuvent également choisir de ne pas tenir de primaire lors de l'année électorale en raison de faibles capacités budgétaires. En 2004, le Kansas, le Dakota du Nord et le Colorado<sup>2</sup> se sont en effet prononcés contre la mise en place d'une primaire, une mesure également voulue par la législature de l'Arizona mais à laquelle le gouverneur de l'Arizona a apposé son veto.

---

<sup>1</sup> "All politics is local", d'après l'expression attribuée à Tip O'Neil, célèbre *Speaker* à la Chambre des Représentants de 1977 à 1987.

<sup>2</sup> Une économie estimée à un total de 2,2 millions de dollars pour le Colorado, à 22 600 dollars pour le Kansas.

Depuis 1972, les caucus de l'Iowa ouvrent la saison électorale, suivis de près par le New Hampshire autoproclamé depuis 1977 « Premier de la nation » à tenir sa primaire (*First in the Nation*). Un statut qui permet à ces deux sortes de caciques d'offrir un réel tremplin aux candidats arrivés en tête de ces deux scrutins, d'orienter l'attention des électeurs et des médias sur les programmes avancés par les prétendants et qui agit en premier filtre en distinguant les concurrents prometteurs d'une longue liste d'aspirants à la nomination.

Pour les Etats qui prennent le relais, le sentiment général qui prédomine est celui d'une attention disproportionnée accordée à deux Etats qui somme toute, ne représentent guère la population américaine dans son ensemble. Petit Etat de la Nouvelle Angleterre, le New Hampshire dont la population dépasse à peine 1 300 000 habitants est à majorité blanche, de tradition conservatrice (même si les dernières élections indiquent une inflexion vers le parti démocrate<sup>3</sup>) et à la réputation d'indépendance que le slogan *Live free or die* (vivre libre ou mourir) vient souligner. L'Iowa pour sa part est un Etat rural du Midwest des Etats-Unis, également peu peuplé (avec près de 3 millions d'habitants) connu pour son rôle d'Etat pivot lors des élections présidentielles, et qui serait probablement ignoré des candidats et des médias s'il n'était le premier à arbitrer les primaires.

La décision qui fut prise par les partis démocrate et républicain d'insérer le Nevada et la Caroline du Sud entre les primaires du New Hampshire et le Super Tuesday relevait donc d'une volonté de pluralisme puisqu'elle permettait à un échantillon du Sud et de l'Ouest des Etats-Unis de faire entendre leurs voix dans la campagne en cours. Elle encouragea par ailleurs les autres Etats à avancer leur primaire et à regrouper leurs scrutins à la date du Super Tuesday.

La compétition qui s'ensuivit fut digne d'une foire d'empoigne entre les partis d'Etat et les partis nationaux. Originellement créé au début des années 80, le Super Tuesday regroupait en primaire régionale trois Etats du Sud, l'Alabama, la Géorgie et la Floride. A partir de 1988, le Super Tuesday s'est élargi à un plus grand nombre d'Etats pour devenir au fil des ans « la folie du mois de mars » (*March Madness*) date à laquelle avait lieu traditionnellement le plus grand nombre de scrutins. En 2004, ils étaient une dizaine à voter le même jour. Ils seront cette année plus d'une vingtaine à élire leurs délégués lors du Super Tuesday, avec un mois d'avance par rapport aux années électorales précédentes, une décision prise en accord avec les partis nationaux après parfois de longs argumentaires.

La Floride et le Michigan ont fait figure d'irréductibles en avançant unilatéralement la date de leur primaire au mois de janvier. La désapprobation du DNC et du RNC et les avertissements qui les ont suivis n'ont pas découragé ces deux Etats qui ont peut-être vu un coup de bluff dans la menace de ne pas faire siéger les délégués de ces deux Etats récalcitrants lors des conventions nationales de l'été. C'était sous-estimer la discipline que s'étaient imposée les deux grands partis, assaillis de demandes de renégociations de dates de scrutins et dépassés par la confusion générale.

Le Michigan et la Floride ont donc payé le prix fort de cette rébellion. Le *Democratic National Committee* a ainsi fait pression sur les prétendants à la Maison-Blanche pour qu'ils ne fassent pas campagne dans ces deux Etats, ce que John Edwards, Barack Obama, Bill Richardson et Joe Biden ont accepté de faire, et soustrait les délégués au vote final, conférant donc à la primaire démocrate un statut purement symbolique. Le parti de l'éléphant quant à

---

<sup>3</sup> Lors de la dernière élection en 2006, les Démocrates ont remporté les deux sièges au Congrès pour la première fois en presque 100 ans et les deux chambres de la législature, une première depuis 1874.

lui fut relativement moins sévère avec les électeurs de Floride puisqu'il a permis aux candidats républicains de concourir pour l'obtention de la moitié des 114 délégués de l'Etat.

Cette disposition prise par les partis nationaux n'a pas de réelle incidence sur le fonctionnement des primaires, mais en jouant le tout pour le tout, les partis démocrates de Floride et du Michigan auront privé les électeurs de leur participation citoyenne. Dans le Michigan, cette résolution a été particulièrement mal ressentie par les plus progressistes et les indépendants, les difficultés économiques majeures que connaît cet Etat conduisant un grand nombre de votants à rechercher dans le camp démocrate des solutions au malaise social qui touche la population. Les démocrates de Floride ont quant à eux porté plainte contre le DNC jugeant illégale la sentence du parti national.

Ces électeurs auront sans doute à cœur de prendre leur revanche lors du scrutin général de novembre en témoignant par leur participation de l'importance réelle de leurs bulletins de vote relégués ce mois ci au simple rang de consultation. Une dissension que le ou la futur(e) nommé(e) du parti démocrate devra impérativement prendre en considération lors de sa campagne pour le Bureau Ovalé en septembre prochain. Ni la Floride ni le Michigan ne peuvent être en effet tenus pour acquis par le parti de l'âne. En 2000, Al Gore n'avait remporté l'Etat du Michigan que par cinq points d'avance, une marge qui s'était réduite à trois points en 2004 pour John Kerry. Il y a huit ans, le recompte des résultats de Floride avait pour sa part fait basculer l'élection dans le camp républicain. Une élection qui a montré qu'en cas de résultats serrés lors de l'élection générale une petite poignée de voix peut faire la différence.

#### **Résultats de la primaire républicaine du Michigan (15 janvier)**

Romney	39%
McCain	30%
Huckabee	16%
Paul	6%
Thompson	4%
Giuliani	3%

#### **Résultats des primaires du Nevada (19 janvier)**

Clinton	51%
Obama	45%
Edwards	4%

Romney	51%
Paul	14%
McCain	13%
Huckabee	8%
Thompson	8%
Giuliani	4%

#### **Résultats de la primaire républicaine de Caroline du Sud (19 janvier)**

McCain	33%
--------	-----

Huckabee	30%
Thompson	16%
Romney	15%
Paul	4%
Giuliani	2%